



Réunion ouverte

Vendredi 27 septembre 2024

18h30 espace Guy Mainiere
64 rue Maurice Braunstein à Mantes la Jolie

Dehors Macron ! À bas la V^e République ! Gouvernement des travailleurs et de la démocratie !

En nommant Barnier Premier ministre, Macron tente d'effacer le vote du 7 juillet qui a rejeté sa politique. Au mépris de la démocratie, il prétend aggraver ses coups contre les travailleurs et les jeunes. C'est pour cela qu'il est à l'Élysée : Macron représente les intérêts des capitalistes ; les institutions de la V^e République ont été édifiées pour défendre ces intérêts.

Les dirigeants du Nouveau Front populaire protestent contre le déni de démocratie. Ils ont raison. Mais les travailleurs ont en mémoire qu'il y a deux mois les mêmes dirigeants ont fait élire les députés macronistes et de droite au nom du « front républicain » et qu'ils ont revendiqué ensuite un gouvernement de cohabitation « Macron-Nouveau Front populaire ».

Le Parti des travailleurs – qui n'est pas membre du Nouveau Front populaire – n'a cessé de réaffirmer : avec le front républicain, avec la cohabitation, le pouvoir est toujours entre les mains de la classe capitaliste. Pour pouvoir s'imposer, une politique de défense des intérêts ouvriers doit remettre en cause la V^e République.

Le gouvernement Macron-Barnier est un gouvernement de guerre contre la classe ouvrière et la jeunesse. Au nom du paiement de la dette, qui n'est pas celle du peuple, il veut non seulement appliquer la réforme des retraites, mais aussi imposer dans le prochain budget 30 milliards d'euros de coupes exigés par l'Union européenne. École, hôpitaux, services publics, salaires... tout doit passer au hachoir Macron-Barnier !

En 2023, les travailleurs et les jeunes se sont mobilisés par millions dans l'unité contre la réforme des retraites. Au début de l'été 2024, ils ont traduit cette exigence en donnant une majorité (relative) au Nouveau Front populaire.

Piétinant la démocratie, Macron et Barnier veulent imposer le plus brutal plan anti-ouvrier qu'ait connu le pays depuis de nombreuses années. Une majorité exige l'inverse, une politique de rupture ouvrière qui consacre les milliards de la guerre et des profits capitalistes à l'école, aux services publics, aux retraites, au logement social... Une politique de rupture ouvrière qui abroge la réforme des retraites et impose l'augmentation générale des salaires et des pensions.

Une telle politique de rupture ouvrière exige de remettre en cause les institutions antidémocratiques de la V^e République et de l'Union européenne. La seule voie pour l'imposer, c'est l'action unie rassemblant la force de millions et de millions dans la lutte de classe pour les revendications.

Pour cela, il est nécessaire que se construise un parti qui ne rougit pas de se définir comme un parti des travailleurs, un parti qui n'a de compte à rendre qu'à la classe ouvrière, un parti qui combat la guerre et le vote des crédits de guerre par les députés de toutes couleurs politiques au Parlement européen, un parti qui combat pour une authentique démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu à travers une Assemblée constituante souveraine.

Dans les prochaines semaines, le Parti des travailleurs tiendra des assemblées publiques dans tout le pays. Travailleurs, militants et jeunes qui voulez vous organiser pour la rupture ouvrière, nous vous invitons à y participer.

**Avec le Parti des travailleurs, organisez-vous pour
imposer la voie de la démocratie**

